



# URGENCE ANTIRACISTE

## ZOOM

Ukraine. Ce que la percée ukrainienne de Koursk éclaire de la guerre

Page 3

## ARGUMENTS

Jeux de Paris 2024 : une fête du sport ?

Page 5

## LUTTER

Féminisme. Mazan, le viol comme fait politique

Page 6

## CHAMP LIBRE

Agent orange : entretien avec Tran To Nga

Page 8

## Édito

## ÉtudiantEs sans solution : en finir avec la marchandisation du logement !

Par LES JEUNESSES ANTICAPITALISTES

**R**entrée 2024 ! Trouver un logement devient un cauchemar sans issue pour les jeunes et les étudiantEs... encore une fois !

En septembre 2023, la Fondation (ex) Abbé-Pierre rappelait que seuls « 25 % des 712 000 boursierEs de l'État et 6 % de l'ensemble des 2,7 millions d'étudiantEs » peuvent être logés dans les résidences du Crous. Une pénurie vieille de plusieurs décennies, organisée au profit des résidences privées. Pour celles et ceux qui sont logés par le Crous, des expulsions avec des préavis très courts sans prise en compte de la trêve hivernale peuvent être appliquées. Les étudiantEs étrangerEs en sont particulièrement victimes.

Parfois en colocation avec des punaises de lit ou des cafards, les jeunes n'ont pas la chance des policiers qui cet été ont été choqués par la vétusté des logements et ont été relogés. D'autant que les locataires du Crous ont vu leur loyer augmenter de 3,5 % cette année.

Pour les autres, *Mediapart* révèle ce mois de septembre qu'à Paris-Saclay — le fleuron de l'université française — le Crous renvoie les demandeurEs sans solution vers des plateformes privées (Airbnb, Roomlala, etc.), dont le coût s'avère évidemment exorbitant..., ou vers l'hébergement d'urgence des institutions catholiques. CertainEs étudiantEs expliquent être logés en contrepartie de plusieurs heures de travail par semaine, en plus de leurs études ! Notamment en résidence seniors dont les logements sont vastes et sains. Et BFMTV de trouver là une solution pour ne pas payer de loyer !

D'autres sont victimes d'arnaques de propriétaires fictifs qui demandent le versement du premier mois de loyer... sans louer aucun logement.

Pour en finir avec la marchandisation du logement, nous revendiquons des mesures d'urgence : la production massive de logements à loyer modéré, en particulier du Crous ; la réquisition des logements vides ou vacants ; des mesures coercitives contre les propriétaires privés pour garantir l'encadrement des loyers et la qualité des logements !

### Bien dit

Il y avait un accord entre la fédération française des entreprises de crèches et Aurore Berger, à l'époque ministre des Solidarités, en charge de la petite enfance et des crèches. Dans cette commission d'enquête, quand je l'ai interrogée, Mme Berger m'a répondu : « non, je n'ai pas de lien particulier, je ne travaille pas avec le lobby des crèches privées ». Pas de chance pour elle ! M. Castanet a obtenu les conversations.

WILLIAM MARTINET, ancien député LFI, le 16 septembre sur France Info.

## FACE À LA DROITE ET À L'EXTRÊME DROITE

# Urgence antiraciste !

Macron, après deux mois de cirque pour éviter un gouvernement Nouveau Front populaire, a donc sorti de son chapeau comme Premier ministre Michel Barnier : vieux cheval de retour, choisi dans le groupe de droite extrême minoritaire de l'Assemblée nationale. Avec la bénédiction de l'extrême droite à qui Macron a délibérément laissé la maîtrise du jeu.

**E**t le RN, devenu indispensable, de se vanter : « Rien ne peut se faire sans le RN », dixit Bardella assurant ne pas vouloir participer au « désordre institutionnel et au chaos démocratique » mais à condition que le gouvernement se conforme à une politique acceptable pour le RN — c'est-à-dire toujours plus xénophobe et raciste.

### La guerre contre les étrangerEs

Le CV du nouveau Premier ministre a en effet tout pour plaire à Marine Le Pen : outre ses positions réactionnaires en matière sociale, en 2022 il plaçait « pour une pose migratoire » de 3 à 5 ans, appelait à « cesser les régularisations inconditionnelles des sans-papiers », à remettre en cause l'Aide médicale d'État, à restreindre les regroupements familiaux et, tout comme les extrêmes droites européennes, demandait que la CEDH (Cour européenne des droits de l'Homme) n'impose pas ses décisions à la France. Sans surprise, ses premières déclarations sont dénuées d'ambiguïté : la lutte contre l'immigration sera sa priorité et, pour ce faire, pourquoi pas le retour d'un ministère de l'Immigration : une armada de fonctionnaires afin de mieux traquer une population soumise à un régime d'exception, indésirable sur le territoire national. Nul doute que la loi Darmanin, arme de guerre contre tous les étrangerEs, va continuer — et en pire — à transformer en enfer la vie de celles et ceux qui, avec

ou sans papiers, n'ont pas la bonne couleur/origine ou la bonne religion.

### Combattre le capitalisme, c'est aussi combattre le racisme

Le racisme est inhérent au capitalisme. Plus que jamais avec la crise économique et politique, il lui est nécessaire pour continuer à exploiter les êtres humains et la nature. La poursuite et l'aggravation des attaques racistes, relayées par les grands médias, seront au cœur de la politique

gouvernementale. Elles sont indispensables pour s'assurer une certaine neutralité parlementaire — sous conditions — du RN mais aussi pour reprendre les attaques antisociales que réclame la bourgeoisie. Pour diviser les classes populaires soumises à ces attaques, les migrantEs et les populations racisées servent de boucs émissaires pour les méfaits du capitalisme. Mais, ce faisant, ce sera à nouveau le RN, héraut de la « préférence nationale » raciste (au profit des prétendus

« Français de souche »), qui tirera les marrons du feu si jamais la gauche se montre incapable d'offrir une alternative sociale et démocratique progressiste, intégrant la défense des migrantEs et des personnes racisées. Faire échec à Barnier-Macron et barrage à Le Pen implique de mener, et de façon conséquente, la lutte antiraciste. Loin d'être opposées, la lutte pour les droits démocratiques et sociaux et la lutte antiraciste sont complémentaires et imbriquées. L'unité de combat contre le capitalisme et ses méfaits en dépend.

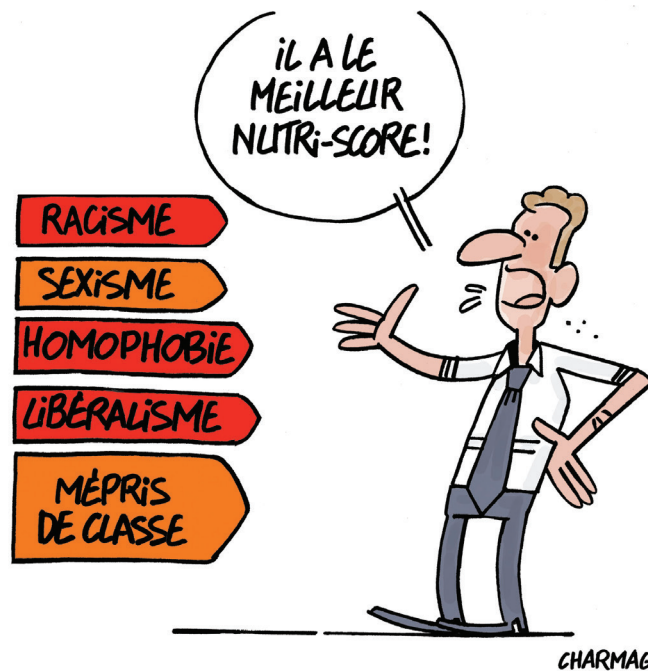
### Contre le racisme systémique de l'État et de l'État colonial

Une gauche de combat, politique et syndicale, se doit d'être à la pointe des mobilisations avec les premierEs concernéEs : contre les campagnes islamophobes ; pour l'abrogation de la loi Darmanin et de toutes les autres lois racistes, la fermeture des centres de rétention administrative (CRA), l'abrogation du Ceseda (Code d'entrée et de séjour des étrangers et demandeurs d'asile), le désarmement de la police, la régularisation de touTEs les sans-papiers, l'ouverture des frontières, la liberté de circulation et d'installation. Contre le racisme systémique d'État qui écrase les personnes racisées de ce pays, nous exigeons l'égalité des droits, l'égalité dans l'accès à l'éducation, à la santé, au logement ou à l'emploi et les pleins droits de citoyenneté pour toutes celles et tous ceux qui vivent sur ce territoire.

Combattre le racisme, c'est aussi dénoncer les forfaits et crimes de « notre » impérialisme en Afrique et ailleurs, et mener une politique sans faille de solidarité avec les peuples eux aussi infériorisés et opprimés par le racisme, et encore sous le joug colonial de la France, et qui, comme aujourd'hui en Kanaky, luttent pour leur indépendance.

Josie Boucher

### POURQUOI MICHEL BARNIER ?



## FÊTE DE L'HUMA: ON ÉTAIT LÀ!

Le NPA-l'Anticapitaliste avait, comme chaque année, son stand dans lequel se sont tenues quatre tables rondes et un meeting : « Être une gauche internationaliste », « À l'heure de l'empire Bolloré, mener la bataille culturelle », « Lutter aujourd'hui pour la décolonisation », « Faire face à la mise au pas de la jeunesse ». Sans oublier la musique et la fête !

Photos: © PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS



L'action de Koursk inflige un démenti cinglant aux tenants de la dynamique de la défaite, quasiment irréversible selon certains (Emmanuel Todd ou Pascal Boniface), dans laquelle seraient engagéEs des UkrainienNEs en recul, voire en débandade, sur le front. Elle vise à modifier les rapports de forces militaires, conditions mêmes de négociations.

### Les Russes ne progressent pas

Les UkrainienNEs se retrouvent certes dans une difficile position défensive sur la ligne de front, et l'avancée russe dans le Donbass est réelle. Mais elle se fait au prix de pertes exponentielles, dans une logique consummatrice de chair à canon inversement proportionnelle aux gains territoriaux. Les UkrainienNEs assument, eux, une tactique maîtrisée de défense des positions jusqu'à infliger le maximum de pertes à l'ennemi, en décrochant de quelques kilomètres vers des positions tenables dès que le coût humain devient trop élevé, et ainsi de suite. Et cela dans l'attente d'avoir tous les armements de leurs alliés leur permettant de repartir à l'offensive et de se retrouver en position de récupérer du territoire.

En fait, les Russes n'ont pas progressé de façon décisive sur le champ de bataille entre novembre 2022 et août dernier : sur seulement 1 030 km<sup>2</sup>, soit 0,17% du territoire ukrainien d'avant 2014, incluant la Crimée et les autres territoires occupés (représentant 17,78% de ce territoire national), selon *le Monde*<sup>3</sup>. La laborieuse poussée russe sur la ligne de front depuis plus de deux ans pâtit de la comparaison avec le gain de quelque 1 300 km<sup>2</sup> obtenu par les

## UKRAINE Ce que la percée ukrainienne de Koursk éclaire de la guerre

Le coup d'éclat de l'Ukraine, le 6 août, la percée de ses forces armées dans l'oblast de Koursk, produit toujours son onde de choc. Dans les limites de cet article<sup>1</sup>, on notera, avec Michel Goya, spécialiste reconnu des questions proprement militaires, que « les gains stratégiques sont déjà considérables et d'abord politiques »<sup>2</sup>.



SERVICE D'URGENCE DE L'ÉTAT D'UKRAINE

UkrainienNEs au sud de Koursk en quatre semaines. L'emploi d'armes et d'équipements alliés n'a pas, comme c'était prévisible, provoqué la foudre russe sur les pays fournisseurs, et ceux-ci sont obligés de suivre.

### Affecter la société russe

Cette offensive prend Poutine au piège de ne pas vouloir jouer à 100% la carte d'une guerre, dont, significativement, il ne veut pas dire le nom, qui l'obligerait, vu la résistance des UkrainienNEs, à une mobilisation générale. « Vladimir Poutine a finalement montré qu'il avait finalement plus peur des réactions internes à une mobilisation guerrière que des UkrainienNEs », selon Michel Goya.

La signification politique de l'incursion de Koursk est d'abord de chercher à produire ce que Poutine redoute, à savoir que la part protégée de la société russe soit enfin affectée par la guerre. Il s'agit aussi de remonter le moral de la population ukrainienne, cible depuis près de trois ans de crimes de guerre mais aussi de la destruction d'infrastructures essentielles face à l'hiver qui vient. L'autre aspect important de l'opération de Koursk est le coup de force par lequel l'Ukraine a franchi ce qui est paradoxalement la seule vraie « ligne rouge » dans cette guerre. Paradoxalement, parce la ligne rouge est celle dont les alliés font profiter les Russes aux dépens des UkrainienNEs,

par leur refus d'autoriser l'Ukraine à viser les sites sur sol russe où Poutine tient au chaud ses armes de destruction massive de l'Ukraine. Or, à Koursk, cette ligne rouge, sans être totalement effacée, a commencé à voler en éclats.

Bien des questions restent ouvertes : le recul et les ripostes russes diront quels seront les effets de la percée ukrainienne sur le front de Pokrovsk. Et les luttes sociales en Ukraine se poursuivent sur plusieurs fronts<sup>4</sup>.

### Antoine Rabadan

- 1 – Pour une approche plus complète de la situation militaire, voir <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2024/09/13/camet-de-bord-sur-les-batailles-de-koursk-et-de-pokrovsk-etc/>
- 2 – Des coups et des douleurs, <https://lavoiedelepee.blogspot.com/2024/08/des-coups-et-des-douleurs.html>
- 3 – [https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2024/09/03/guerre-en-ukraine-malgre-l-incursion-ukrainienne-en-russie-moscou-gagne-toujours-du-terrain-sur-le-front\\_6156776\\_4355771.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2024/09/03/guerre-en-ukraine-malgre-l-incursion-ukrainienne-en-russie-moscou-gagne-toujours-du-terrain-sur-le-front_6156776_4355771.html)
- 4 – Voir les déclarations de nos camarades de Sotsialny Rukh (Mouvement social) : <https://lanticapitaliste.org/opinions/international/declaration-de-soutien-de-sotsialnyi-rukhaux-revendications-des-familles> et sur la Fête de l'indépendance fin août : <https://lanticapitaliste.org/opinions/international/declaration-de-sotsialnyi-rukh-propos-de-la-fete-de-lindependance>

## ÉCOLOGIE Plus ça chauffe, plus ça brûle, plus ça brûle, plus ça chauffe!

Los Angeles est encerclée par trois mégafeux restés incontrôlables pendant plusieurs jours, détruisant des dizaines de milliers d'hectares et conduisant à l'évacuation de milliers de personnes.

Au mois d'août, plus de 6% de la surface de l'île de Madère ont brûlé pendant plus d'une semaine.

Les incendies, qui ont détruit plus de 10 000 hectares, causé la mort d'une femme et des dizaines de blessés, menaçaient la banlieue d'Athènes.

Le Brésil, déjà durement touché les années précédentes, connaît des records. En Amazonie, 38 226 incendies ont été détectés au cours du mois d'août. Le Cerrado, près de São Paulo, et le Pantanal, la plus importante zone humide du monde, située à l'ouest du pays, ont subi des feux très nombreux et importants.

### Sécheresse et agrobusiness

Ces incendies sont directement liés à la sécheresse et aux chaleurs extrêmes. L'Amazonie paye le prix des records historiques de chaleur et de sécheresse de l'été 2023 qui ont fragilisé les écosystèmes forestiers (perte de verdure, stress hydrique...) Mais le changement climatique n'est pas le seul en cause. L'autre grand fléau au Brésil n'a rien de « naturel », il a pour nom l'agrobusiness. Les grands éleveurs industriels de bovins déclenchent volontairement des incendies pour transformer la forêt en zone de pâturage. Avec la chaleur et la sécheresse, ces incendies peuvent rapidement deve-

nir incontrôlables. Les mêmes, qui sont de fervents partisans de Bolsonaro, sont aussi soupçonnés d'incendies criminels volontaires pour décrédibiliser la politique de protection de la forêt du gouvernement Lula. Une politique « zéro déforestation » qui n'est pas sans contradictions, puisque Lula prétend toujours concilier l'agriculture industrielle, productiviste et le « développement durable ».

### Déforestation et consommation de CO<sub>2</sub>

La déforestation est la deuxième grande cause du basculement climatique — après les émissions dues à la combustion des énergies fossiles. Mais localement, elle est aussi directement responsable de l'assèchement, donc des incendies. Un cercle infernal qui rend de plus en plus menaçant le scénario de la savanisation de l'Amazonie qui aurait des conséquences sur la globalité du système climatique mondial.

L'inquiétude vient aussi de l'état des forêts boréales ravagées par les mégafeux de l'été 2023. 4% de la surface forestière du Canada ont brûlé, faisant passer le Canada du 11<sup>e</sup> au 4<sup>e</sup> rang des pays les plus émetteurs de CO<sub>2</sub>. Pourtant comme l'indique une étude parue en mars 2024 dans la revue *Science* « même les modèles climatiques les plus avancés uti-

CLIMAT:  
LES INDUSTRIELS ON LEUR  
PART DE RESPONSABILITÉ



lisés par le Giec ne prennent pas en compte les feux extrêmes ni leurs rétroactions. Cela nous pousse à surestimer le budget carbone restant dont nous disposons ». Avec les incendies et les sécheresses, ce sont aussi les capacités d'absorption du CO<sub>2</sub> par les puits de carbone que constituent les sols et les forêts, qui s'effondrent, de trois à cinq fois moindres en 2023. Manifestations spectaculaires du bouleversement climatique, les mégafeux sont aussi au cœur des menaces de basculements irréversibles.

Commission nationale écologie

## No comment

Cette procédure [de destitution] initiée par LFI est une procédure de déstabilisation de nos institutions [...] qui [a] pour but de procéder à une forme de coup d'État politique de la part d'une minorité qui a choisi la violence en politique.

ÉRIC CIOTTI, sans rire et sans vergogne le 17 septembre dans les couloirs du Palais Bourbon, le bureau de l'Assemblée nationale ayant jugé recevable la procédure de destitution, laquelle a bien peu de chances d'aboutir.

## Agenda

**Samedi 28 septembre, Fête anticapitaliste, Toulouse.** De 11h à minuit, salle des fêtes de Ramonville, concerts à 20 heures.



**Samedi 28 septembre, États généraux de VISA (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes), Paris.** De 9h à 18h, au 80-82, rue de Montreuil Paris 11<sup>e</sup>.

**Samedi 28 septembre, manifestation pour le droit à l'avortement, Paris.** À 14h30, lieu à venir.

**Dimanche 29 septembre, Marche «Sauvons les terres de Gonesse».** À 11h, départ gare de Villiers-le-Bel, Gonesse, Amouville (lire page 6).

**Mardi 1<sup>er</sup> octobre, journée de grève et manifestations intersyndicales pour les salaires et les services publics.** À Paris rendez-vous à 14h à Denfert-Rochereau.

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur **l'Anticapitaliste.org**

### l'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

**Rédaction :**  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
1800 exemplaires

**Directrice de publication :**  
Penelope Duggan

**Secrétaire de rédaction :**  
Fabienne Brifault

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 21  
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®



## PALESTINE Contre l'intensification du génocide: intensifications la solidarité!

Le 11 septembre, l'État d'Israël bombardait, pour la cinquième fois depuis octobre, l'école al-Jaouni de l'Agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) à Nuseirat dans le centre de la bande de Gaza.

Innovation dans l'horreur : l'école était située dans une zone déclarée sûre vers laquelle l'armée israélienne avait donné un ordre d'évacuation... Elle abritait 12 000 personnes : 34 morts, des femmes, des enfants, du personnel de l'UNRWA.

### Israël intensifie le génocide

Ce carnage rappelle celui du 10 juillet où près de 100 personnes étaient assassinées dans le bombardement de l'école al-Tabin. Après bientôt un an de bombardements, l'État d'Israël intensifie ses massacres tant à Gaza qu'en Cisjordanie montrant, s'il y avait encore le moindre doute, sa volonté délibérée de massacrer des civils, essentiellement des enfants. Son objectif est simplement d'en finir avec le peuple palestinien.

### Le mouvement de solidarité doit répondre!

Encore des milliers de personnes dans la rue les 7 et 8 septembre, c'est beaucoup après un an de mobilisation, mais c'est trop peu au regard des enjeux. Certes, des éléments bloquent l'élargissement de la mobilisation : islamophobie, accusation permanente d'antisémitisme, répression du mouvement, etc. Cette situation conduit à entendre encore autour de nous : « Ah tu sais, le conflit à Gaza c'est compliqué ».

Pour autant le mouvement peut trouver un second souffle. Cela va durer et il faut s'organiser en conséquence : essaïmer, structurer, centraliser et élargir la mobilisation. Essaïmer c'est faire fleurir des comités partout qui animent une effervescence en faisant feu de tout bois en termes d'initiatives. Par exemple, partout où il y a une enseigne Carrefour, un groupe de gens fait de la propagande et de l'agitation, dans chaque fac qui a un accord d'association un groupe mène la campagne de boycott. En tant que parent, proposer des jumelages symboliques entre notre école et une école palestinienne et que les écoles puissent être aussi des centres d'agitation sur cette question, etc. Structurer et centraliser le mouvement, c'est aller vers une coordination plus grande qu'actuellement de ces différents collectifs à l'échelle nationale afin d'échanger des expériences pour pouvoir dire ce qui marche et ce qui permet de massifier le mouvement et avoir des temps de manifestation peut-être plus rare mais où nous visibilisons toutes ensemble la force et le renforcement des comités locaux.

### Mobiliser les syndicats et le NFP

Un enjeu de taille reste l'élargissement de la mobilisation au mouvement syndical. Les condamnations de la CIJ (Cour internationale de Justice), les mandats d'arrêt du procureur de la CPI (Cour pénale internationale) contre Netanyahu et des membres de son gouvernement nous facilite désormais la tâche d'argumentation.

Le programme du Nouveau Front populaire permet que les comités se saisissent de cette question tout comme des questions sociales. Il y a urgence, en tout à cas, à préparer les prochaines échéances de mobilisation pour défendre le droit des Palestiniens à vivre sur leur terre. Pourquoi pas dans une manifestation nationale à Paris.

William Donaura

## ÉTATS-UNIS Grève chez Boeing et arrêt de la production du 737

Le 13 septembre, 33 000 travailleurEs de Boeing se sont mis en grève dans des usines de l'État de Washington, de l'Oregon et de la Californie, interrompant la production de l'avion Boeing 737 et d'autres aéronefs, dans le cadre d'une action festive, déterminée et en colère, avec de la musique à fond, des klaxons et des feux d'artifice tirés dans le ciel.

La grève de l'Association internationale des machinistes (IAM), la plus importante de l'année jusqu'à présent, porte principalement sur les salaires et les pensions.

### Pas d'augmentation depuis 16 ans

Boeing a proposé aux travailleurEs une augmentation de salaire de 25 %, mais 94,6 % d'entre eux ont rejeté ce contrat et 96 % ont voté pour la grève. Le syndicat réclame une augmentation de 40 % et le rétablissement de la pension de retraite.

Un travailleur de Boeing, Adam Vogel, a qualifié l'augmentation de 25 % de « foutaise », précisant : « Nous n'avons pas eu d'augmentation depuis 16 ans ».

La plupart des travailleurEs commencent à un salaire de 19 ou 23 dollars de l'heure et, en six ans, peuvent atteindre le salaire maximum de 43 dollars. Le coût de la vie dans l'État de Washington, où se trouvent la plupart des usines Boeing, est supérieur de 17 % à la moyenne nationale, et le coût du logement dans l'Oregon et en Californie est également élevé.

Les grévistes portaient des pancartes faites à la main sur lesquelles on pouvait lire : « Contrat historique, mon cul » et « Avez-vous vu les prix des logements ? » La chanson de l'heure était « We're not going to take it anymore » des Twisted Sisters. Les salaires ne sont pas le seul problème. Les travailleurEs veulent également que leur régime de retraite soit rétabli.



CHARMA

Il y a dix ans, Boeing, comme la plupart des entreprises américaines, a mis fin au régime de retraite avec un paiement fixe et l'a remplacé par un plan de retraite 401(k) fondé sur des investissements, ce qui signifie que les pensions de retraite peuvent varier en fonction des rendements des investissements. Pendant la grève — qui pourrait être longue — les travailleurEs recevront une indemnité de grève de 150 dollars par semaine, ce qui est peu. Certains analystes prévoient que la grève durera jusqu'à la mi-novembre. En 2008, une grève chez Boeing a duré huit semaines et a coûté à l'entreprise environ 100 millions de dollars par jour.

### Boeing dans la turbulence industrielle

Boeing est l'un des deux plus grands constructeurs aéronautiques au monde, avec l'euro-

péen Airbus, chacun vendant environ 5 500 avions par an. Mais depuis cinq ans, Airbus vend plus d'avions, et Boeing a connu une série de problèmes désastreux au cours des dernières années. Deux des avions de ligne 737 Max de la société se sont écrasés en 2018 et 2019, tuant 346 personnes. En janvier de cette année, une porte a explosé sur un Boeing 737 Max. Et plus récemment, la capsule spatiale Boeing Starliner n'a pas pu être utilisée pour ramener deux astronautes de l'espace parce que ses propulseurs sont tombés en panne. Boeing n'a pas réalisé de bénéfices depuis six ans.

Juste avant la grève, le président de Boeing, Kelly Ortberg, a envoyé un message aux travailleurEs mercredi, les exhortant à accepter le contrat : « Pour Boeing, ce n'est pas un secret que notre entreprise traverse

une période difficile, en partie à cause de nos propres erreurs dans le passé. Je sais que nous pouvons nous remettre sur les rails, mais une grève mettrait en péril notre redressement commun, éroderait encore plus la confiance de nos clients et nuirait à notre capacité à déterminer notre avenir ensemble. » Les membres de l'IAM n'ont pas bronché et ont rejeté le contrat à une écrasante majorité. Boeing, l'IAM et les médiateurs fédéraux ont repris les négociations.

### Solidarité des travailleurEs

Le gouvernement américain a un grand intérêt dans la grève d'un point de vue économique, puisque Boeing est une entreprise très importante, mais aussi pour d'autres raisons. Boeing produit des chasseurs, des bombardiers et des hélicoptères pour l'armée américaine et collabore avec l'armée pour assurer la maintenance des avions. La division Defense, Space & Security (BDS) de Boeing produit des satellites, des engins spatiaux, des fusées et des armes.

Pour gagner cette grève, l'IAM compte sur la solidarité de la Society of Professional Engineering Employees in Aerospace (SPEEA), qui compte 16 000 membres travaillant chez Boeing dans l'État de Washington et qui se sont engagés à ne pas faire le travail des machinistes en grève. Dans le passé, les chauffeurs de camion du syndicat Teamsters ont refusé de franchir les piquets de grève pour effectuer des livraisons à Boeing. Les travailleurEs de Boeing se sont lancés dans la grève avec enthousiasme et sont déterminés à gagner.

Dan La Botz, traduit par la rédaction

## AFRIQUE-CHINE Quand la Chine s'érige en guide suprême en Afrique

La Chine entend renforcer son influence économique et politique sur le continent africain en promouvant ses méthodes de gouvernement.

Le 9<sup>e</sup> Sommet du Forum sur la Coopération sino-africaine s'est tenu à Pékin du 4 au 6 septembre. Il a rassemblé la quasi-totalité des pays africains autour de Xi Jinping qui a détaillé sa politique africaine.

### Relation de dépendance

L'annonce choc, c'est évidemment les 50 milliards de dollars destinés aux pays du continent africain. Une somme certes importante mais à relativiser. Étalée sur trois ans, elle se décompose en 30 milliards de prêts, 10 milliards d'investissement d'acteurs privés et 10 milliards au titre de l'aide au développement.

Lors de son discours d'ouverture, Xi Jinping a tenté de répondre aux critiques nombreuses sur l'asymétrie des relations entre l'Afrique et l'empire du Milieu. À cette fin, il a annoncé des mesures comme la suppression des droits de douane pour les exportations agricoles des 33 pays africains les plus pauvres et la création d'un million d'emplois grâce aux investissements des entreprises chinoises. Les mêmes qui surexploitent les salariéEs

africainEs dans des conditions de travail indignes.

Ces annonces sont loin de changer les rapports déséquilibrés entre le géant asiatique et l'Afrique, et elles sont similaires en tout point à une relation Nord-Sud se traduisant par des importations des matières premières et une exportation de produits manufacturés.

### Source d'inspiration pour les dictateurs

Ce qui est passé plus inaperçu — pourtant affirmé comme objectif premier dans le discours de Xi Jinping — est la mise en avant de sa gouvernance comme une alternative au modèle occidental. Cette volonté s'accompagne d'une présence chinoise qui dépasse le strict domaine économique. Ainsi la Chine joue un rôle majeur dans la politique de maintien de la paix de l'ONU, comme première contributrice financière et seconde pour le nombre de soldats dans les différentes missions onusiennes. Elle renforce aussi son poids politique depuis quelques années à travers le lancement d'instituts de formation destinés aux cadres des partis politiques africains



DR

et des hauts fonctionnaires de l'État. L'idée défendue est que la démocratie est d'abord et avant tout le développement économique, rendu possible grâce à la domination du parti sur les structures d'État qu'elles soient civiles ou militaires. Un modèle politique aussi enseigné dans les formations militaires où les officiers supérieurs africains constatent que l'armée chinoise est au service non du gouvernement mais du parti dominant. Une politique, on s'en doute, qui n'est pas pour déplaire à nombre de dictateurs qui sévissent sur le continent.

On peut aussi légitimement se poser la question de la pertinence du besoin de ce type de formation, qu'elle soit d'ailleurs chinoise ou occidentale. En effet, elle reflète une vision descendante et une méconnaissance de la riche culture politique de l'Afrique, nourrie notamment par des décennies de lutte pour sa libération.

Paul Martial



# JEUX DE PARIS 2024 : UNE FÊTE DU SPORT ?

**Le chiffre**  
**45 000**

C'est le nombre de policiers et gendarmes, assistés par 2 000 policiers étrangers, déployés dans les rues de Paris, d'Île-de-France et des régions accueillant des sites olympiques.

Les Jeux de Paris se sont achevés dimanche 8 septembre, marquant la fin d'un été de compétitions. L'annonce un brin démagogique par Macron d'une fête nationale du sport chaque 14 septembre, à l'image de la fête de la Musique, ne saurait faire oublier le cadre général de l'organisation de ces Jeux olympiques et paralympiques. **Premier bilan par Y. S.**

Le tarif de 50 euros devrait d'ailleurs être un plafond, et non un plancher. Ce qui imposerait de mettre fin au système des places privilégiées pour les sponsors, partenaires, et autres bourgeois pouvant acheter une cérémonie d'ouverture à 2700 euros. Les fan-zones, bars, restaurants et certains sites en accès gratuit (parcours du cyclisme et des triathlons, Marathon pour Tous ouvert à la population) ont également connu des marées humaines. La raison principale de ce succès tient à la place du sport dans notre société. Avec 18 millions d'inscrits dans plus de 200 000 clubs (associatifs, privés et publics), et malgré des inégalités d'accès et de conditions de pratiques persistantes, nous sommes face à un phénomène social et culturel de masse.

## Changement de regard sur le handicap ?

Les Jeux paralympiques se sont distingués par des entrées majoritairement peu chères, ainsi qu'une distribution massive d'invitations aux écoles, maisons de quartier, mairies et associations. Un nombre important d'initia-

## Fête populaire... ou fête politique

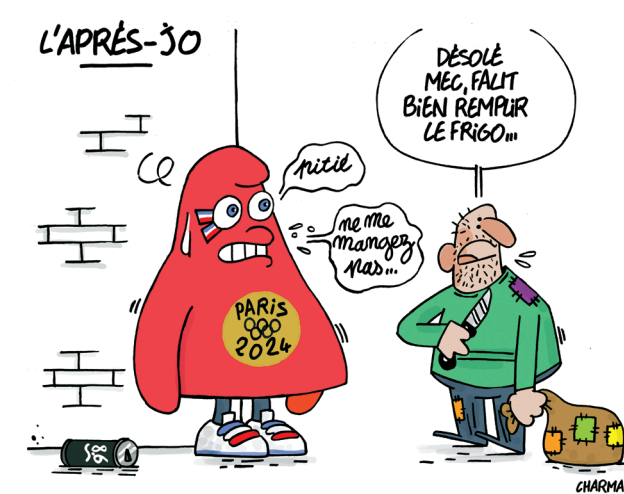
Ces Jeux ont été une fête populaire d'une ampleur inédite. Les entrées dans les stades n'étaient pas toutes, loin s'en faut, hors de prix : la moitié des entrées pour les Jeux valides ont été vendues à 50 euros ou moins.

tives pédagogiques autour de l'inclusivité des personnes handicapées ont été mises en place par les enseignantEs. Le succès des Jeux paralympiques exprime un changement de regard et une acceptation plus grande d'une partie de la société sur le handicap. Ce qui est à mettre en regard avec l'inaction de nos classes dirigeantes pour la mise en accessibilité des transports en commun et lieux de vie (voir ces derniers jours le débat entre Péresse et Hidalgo sur la mise aux normes du métro de Paris) ; dans la lutte contre la précarité, le chômage et les discriminations frappant de façon disproportionnée les personnes handicapées ; sur les moyens donnés au handi-sport. Les athlètes concernéEs par les Jeux paralympiques n'ont d'ailleurs pas manqué de témoigner, et ce, dès la cérémonie d'ouverture, de leur galère quotidienne, des clubs inaccessibles, et

de leur engagement jusqu'à l'endettement personnel pour participer aux compétitions. Les Jeux paralympiques de Londres en 2012 ont été un énorme succès populaire, qui a conduit à des progrès dans la pratique et l'accessibilité du handisport. Bien peu a évolué dans le monde du travail. Il est donc hors de question de laisser cette parenthèse se refermer pour en revenir à une routine difficilement supportable.

## Un unanimité traversé d'inévitables questions politiques

La cérémonie d'ouverture, au-delà de sa réussite technique, a eu le mérite de mettre la fachsphère sens dessus dessous avec des représentations très inclusives pour les LGBTI et les femmes, et défiant tout racisme. Quoi que l'on pense de l'esthétique diffusée, la cérémonie contrastait avec le chauvi-



Le succès des Jeux paralympiques exprime un changement de regard et une acceptation plus grande d'une partie de la société sur le handicap

nisme des commentateurs sportifs tout au long de la compétition. Ces Jeux qui veulent mettre le sport au-dessus des clivages sociaux, raciaux et se veulent « universels » ont été traversés

par de nombreuses questions politiques. On a pu voir des actions de protestation dans les tribunes contre le génocide commis par Israël, des sportifs Palestiniens levant le poing et affichant ostens-

siblement leurs symboles, la délégation algérienne jetant des fleurs dans la Seine en hommage aux morts du 17 octobre 1961. L'affaire Imane Khelif, cette boxeuse algérienne victime d'attaques racistes, sexistes et homophobes sur sa supposée transidentité, et allant jusqu'à la médaille d'or au nez et à la barbe des JK Rowling, Donald Trump et autres Giorgia Meloni en pleine panique morale. Le prétendu apolitisme du CIO a montré son hypocrisie en allant jusqu'à disqualifier Manizha Talash, breakdanseuse afghane, pour avoir brandi sur scène une banderole « Free Afghan Women ». Alors même qu'elle faisait partie de l'équipe olympique des RéfugiéEs, précisément créée pour représenter les victimes exilées des régimes dictatoriaux comme celui des Talibans. Bienvenue en Absurdistan !

## Pression sur le droit du travail, nettoyage social et sécurité

largement débattu dans les milieux militants et au-delà, le cadre général est connu. Le budget prévisionnel de plusieurs milliards sera dépassé... comme lors de tous les Jeux olympiques.

## Le coût social

Les bénéfices iront au privé, mais les compensations des éventuels déficits seront à la charge de l'État, selon les règles toutes particulières du CIO (Comité international olympique). L'impact écologique non transparent ne sera jamais discuté démocratiquement. Quant à la pression sur les cadences et le moins-disant social sur les ouvriers du BTP, elle a engendré 6 morts sur les chantiers. Insupportable !

## Droit du travail

Près de 40 000 bénévoles ont contribué de façon majeure à la réussite technique de ces Jeux. Le problème étant pré-

cisément qu'ils étaient bénévoles. Et pas comme l'on peut l'être dans une association ou un petit club de quartier, mais avec des tâches équivalentes à celles de véritables travailleurEs : de longues journées de travail, un protocole d'engagement ressemblant en tout point à un contrat, et des réglementations strictes. En somme, ce qui s'apparenterait à une vaste opération de salariat déguisé. Les médias et le COJOP, se gargarisant de leur engagement, oublient ostensiblement de préciser que 40 000 travailleurEs non payés leur ont permis de faire une économie de près de 100 millions d'euros (salaires et cotisations incluses). Si la catastrophe annoncée en termes de transports en commun, explosant sous leur vétusté et le nombre de touristes, n'a pas eu lieu, c'est aussi parce que les FrancilienEs ont largement évité d'être présents

cet été. Hormis les attaques douteuses contre les transfos du TGV le jour de l'ouverture, l'ensemble des Jeux se sont déroulés de façon très fluide. La catastrophe du Stade de France en 2022 a aussi visiblement servi de leçon en matière de gestion des foules. Le gouvernement et la mairie de Paris n'ont évidemment pas à s'en vanter (même s'ils tentent de le faire). Comme l'a souligné un communiqué de bilan de Sud Rail, seule la mobilisation des travailleurEs du rail et de la RATP l'a permis. Le tout grâce aux acquis en termes de compensations financières, embauches (et la sur-mobilisation du personnel), arrachés sous la menace de grèves pendant les Jeux. Acquis qu'il conviendra de pérenniser !

## Nettoyage urbain et social

Mesures déjà vues dans d'autres compétitions

sportives, ce sont aussi près de 12 000 sans-abris qui ont été expulsés des alentours des sites olympiques, jusqu'à en envoyer une partie dans des villes de province. Ce qui fait dire à Dave Zirin, journaliste de *The Nation*, hebdomadaire américain de gauche, dans son bilan de Paris 2024 : « Si 12 000 sans-abris ont été expulsés de Paris, que va-t-il donc se passer pour les prochains Jeux de Los Angeles, dans une ville qui en compte 10 fois plus ? » Poser la question, c'est déjà en partie y répondre.

12 000 sans-abris ont été expulsés des alentours des sites olympiques

## Menace sur les libertés publiques

D'un point de vue sécuritaire, ces Jeux ont vu le déploiement

inédit dans un pays démocratique de 45 000 policiers et gendarmes dans les rues de Paris, d'Île-de-France et des régions accueillant des sites olympiques. Assistés par 2 000 policiers étrangers, et par l'utilisation de technologies d'intelligence artificielle et de caméras à reconnaissance faciale. Autre précédent d'ampleur qui poursuit les attaques sur les libertés publiques : 1,2 million d'enquêtes administratives ont été diligentées sur les personnes accréditées pour les JOP ou en marge des Jeux ; 559 Micas (Mesures individuelles de contrôle administratif et de surveillance) ont été prises, sans parler des 848 visites domiciliaires — l'équivalent de perquisitions administratives —, 92 expulsions prononcées, ainsi que 20 déchéances de nationalité (d'étrangers condamnés pour terrorisme). « Jamais, depuis l'état d'urgence instauré au

lendemain des attentats du 13 novembre 2015, autant de mesures restrictives des libertés n'avaient été prises », constate le journal *le Monde*.

1,2 million d'enquêtes administratives ont été diligentées sur les personnes accréditées pour les JOP ou en marge des Jeux

Paris 2024, comme tous les événements culturels de masse, n'a donc pas échappé au cadre général d'une société néolibérale, répressive et excluante, qui phagocyte et récupère absolument tout, y compris les grands moments de fêtes populaires. Les règles du jeu ont plus que jamais besoin d'être changées !



## ÉCOLOGIE

## Sauvons les terres de Gonesse

Dimanche 29 septembre à 11 heures, pour une agriculture paysanne sur des terres nourricières, de la gare de Villiers-le-Bel au Triangle de Gonesse, marchons !



Situées à seulement 15 km de Paris entre deux aéroports (Roissy et Le Bourget) et interdites à l'habitat permanent, les 700 hectares (900 terrains de foot) de terres exceptionnellement fertiles du Triangle de Gonesse sont menacées par une ligne 17 Nord du Grand Paris Express et par une cité scolaire de plus de 2300 élèves... sous les pistes de deux aéroports !

## 1328 signatures locales pour les terres agricoles

Quoi qu'en disent les éluEs locaux (PS et LR) et Valérie Pécresse, la présidente de la région Île-de-France, les riverainEs s'opposent à ces projets. Une pétition exclusivement papier a recueilli 1328 signatures en seulement un mois.

## Des terres agricoles millénaires inestimables

Elles apportent de la fraîcheur lors des canicules, absorbent les eaux de pluie et évitent les inondations. Elles sont un havre de biodiversité (faune et flore) et un bout de campagne pour les quartiers populaires. Elles pourraient fournir les cantines en produits frais et sans produits chimiques. Préserver ces terres, c'est préserver la santé publique !

Les terres du Triangle de Gonesse ne sont pas une zone vide à combler et à anéantir sous une coulée de béton dans le seul but de remplir les poches des grandes entreprises du BTP. L'intérêt public doit passer avant les intérêts privés.

Halte au béton ! Marche festive et déterminée le programme sur le site :

[www.oui-aux-terres-de-gonesse.fr](http://www.oui-aux-terres-de-gonesse.fr)

Comité NPA 95



Bien sûr, ce qui saute aux yeux, c'est la composition sociologique des accusés. Ils ont entre 26 et 73 ans, ils sont pompiers, infirmiers, bouchers, conseillers municipaux, retraités... Ensemble, ils représentent un échantillon de « tous les hommes ». Ils ne sont pas « fous », ce ne sont pas des « monstres ». Ils sont intégrés socialement, sont mariés, ont des enfants. Leurs seuls points communs c'est d'être des hommes, d'habiter la région et d'avoir violé Gisèle Pelicot. Ce sont des hommes normaux, qui ont tous accepté la proposition de Dominique Pelicot d'aller abuser d'une femme endormie. Ils sont comme une réponse aux discours réactionnaires qui tendent à faire croire que les agresseurs ne sont que des hommes racisés et sont l'incarnation de ce que nous, féministes, expliquons depuis des années : tous les hommes ne sont peut-être pas des violeurs mais chacun d'entre eux peut en être un.

## Des faits qui touchent tous les aspects du viol

Mais le procès révèle bien plus encore sur notre société et la culture du viol, et il permet d'aborder le viol dans quasiment tous ses aspects. Notamment, avec la question de la soumission chimique, qui était jusque-là confinée aux viols en soirées à l'aide de GHB, et qui s'est élargie portée par l'association « M'endors pas », fondée par Caroline Darian, la fille de Gisèle. Ici, l'utilisation d'anxiolytiques montre bien comment des médicaments prescrits peuvent être utilisés pour commettre des violences.

Avec la question également de la connivence entre agresseurs, puisque Dominique Pelicot a aidé d'autres hommes à mettre en place le même procédé, mais qu'il a aussi bénéficié du silence complice de centaines d'hommes qu'il a contactés.

Mais aussi avec la question de l'inceste et des violences intrafamiliales, puisque Dominique Pelicot avait drogué et photographié sa



Manifestation à Paris le 14 septembre en soutien à Gisèle Pelicot. NPA

filles Caroline. Pourtant le doute subsiste encore aujourd'hui sur des faits de violences sexuelles à son encontre.

Celle encore de la pédocriminalité puisque plusieurs des accusés conservaient des contenus pédopornographiques sur leurs ordinateurs.

La question, une fois de plus, du consentement et de l'autonomie des femmes sur leur corps, de nombreux accusés expliquant que puisque le mari était d'accord il ne s'agissait donc pas de viol... Enfin, celle aussi du sentiment d'impunité des hommes, qui, même devant des preuves matérielles telles que celles qui sont présentes à Mazan, continuent de nier les faits encore et toujours.

## Procès de Mazan : le procès du viol en tant que fait social

Le viol est un crime exceptionnel, il bénéficie d'un traitement à part consistant à aller chercher d'abord et avant tout la responsabilité du côté de la victime. Les femmes sont sans cesse soupçonnées d'être la cause du viol qu'elles ont subi, on les suppose

vénales et vengeresses. Si elles sont racisées, la fétichisation et l'animalisation finiront de les désigner comme coupables. Pour Gisèle Pelicot, la situation est d'une certaine façon sans précédent : les faits sont très bien documentés avec des vidéos, des photos, mais aussi des comptes rendus d'expertises gynécologiques et toxicologiques. Le principal protagoniste, Dominique Pelicot, a reconnu l'avoir droguée à fortes doses et avoir recruté des hommes pour la violer. Enfin, Gisèle est une femme de 67 ans, blanche, sans histoire, banale. Sur laquelle il n'y a aucun point d'accroche pour pouvoir lui faire porter la faute.

Puisqu'il n'est plus possible de s'en prendre à la victime, puisqu'on ne peut expliquer, à l'inverse, ces actes par des « coups de folie » et qu'on ne peut plus décrire ces hommes comme des « monstres », alors il faut ouvrir les vraies questions : privé de tous ces écrans de fumée, il ne reste plus que le viol, l'acte en lui-même, la violence parce que violence, l'outil de domination.

## FÉMINISME Mazan, le viol comme fait politique

Début septembre s'est ouvert le procès dit des viols de Mazan. Pendant quatre mois, 51 hommes seront jugés pour avoir violé Gisèle Pelicot, victime de soumission chimique par son conjoint, Dominique Pelicot qui avait recruté ces hommes sur internet.

C'est la raison pour laquelle l'un des avocats des accusés annonce qu'« il y a viol et viol ». Cette fois nous allons parler d'intentionnalité des violeurs. Nous allons devoir prendre à bras-le-corps le débat sur le consentement, la culture du viol et la domination masculine, tant sur le plan social et politique que sur le plan juridique.

## Le temps de la colère

Partout, des milliers de femmes sont suspendues à ce procès, car il y a quelque chose qui résonne et fait écho à notre propre histoire. Nous attendons, nous guetons plutôt, nous surveillons ce procès plus que nous le suivons, nous avons flairé l'entourloupe. Nous savons qu'il ne s'agit pas seulement des 51 qui passent en procès en ce moment, qu'il y a eu beaucoup plus de violeurs, au moins 83. Nous savons qu'il y a probablement tous les actes non filmés, non consignés. Nous savons enfin qu'il y a tout le reste : les autres victimes, les autres violences, les autres violeurs, tout ce dont on ne parle pas habituellement.

Mais nous sentons aussi profondément que se joue peut-être un moment historique : Gisèle Pelicot n'est plus une victime anonyme, Mazan n'est plus un fait divers. Nous l'avons investi de son poids politique. Nous ne le lâcherons pas.

Ce samedi 14 septembre étaient organisées partout en France des mobilisations de soutien à Gisèle. Plus de 10 000 femmes ont manifesté. Nous devons tout mettre en œuvre pour construire un mouvement massif contre les violences faites aux femmes.

Aurélienne Thos

## SOCIAL Les agentEs de l'inspection du travail ne veulent pas être des cibles

Le 10 septembre, 300 agentEs du ministère du Travail se sont retrouvés à Paris pour une journée intersyndicale de commémoration militante à l'occasion du vingtième anniversaire du double assassinat de Sylvie Trémouille, contrôleuse du travail, et Daniel Buffière, contrôleur de la Mutualité sociale agricole, par un exploitant agricole, membre la Coordination rurale, en Dordogne le 2 septembre 2004.

L'émotion était palpable lors du die-in, organisé le matin devant le ministère du Travail, et dans les interventions d'un collègue et ami de Daniel Buffière ou d'une jeune collègue saluant la transmission de la mémoire aux nouvelles générations lors d'une assemblée générale organisée l'après-midi. C'était l'un des premiers objectifs de cette journée : montrer, malgré la condamnation pénale de l'employeur, que l'oubli n'est pas une option.

## Des conditions travail toujours plus dégradées

Il peut l'être d'autant moins que toutes les circonstances qui ont rendu ces meurtres possibles se sont, depuis vingt ans, largement accentuées sous l'effet des attaques portées contre les droits des salariéEs et contre les institutions chargées d'en assurer l'application.

Le sous-effectif n'a jamais été aussi important à l'inspection du travail (il y a aujourd'hui moins de 1700 inspecteurEs du travail), ajoutant surcharge de travail et isolement professionnel à la difficulté inhérente aux contrôles.

L'offensive se déploie aussi sur le terrain idéologique, le gouvernement favorisant lui-même le dénigrement des contrôles en se plaçant du côté des patrons et des exploitants agricoles présentés comme les victimes de fonctionnaires tatillons. Les agentEs du ministère du Travail attendent ainsi toujours une condamnation publique des agissements d'agriculteurs venus pendre un sanglier devant l'inspection du travail à Agen en février dernier. Lors de l'assemblée générale, plusieurs collègues ont livré des témoignages glaçants — comme le déboulonnage des vis d'une des roues d'une voiture de service en plein contrôle ou l'accueil par une dizaine d'exploitants agricoles à l'occasion d'un contrôle de routine.

## L'inspection du travail, c'est nous !

C'était l'un des autres objectifs de cette journée : ne pas laisser à l'État le monopole de la commémoration. Cyniquement, des rassemblements étaient en effet organisés le 2 septembre dans les départements en présence des préfetEs et directeurEs du travail, érigeant Sylvie et Daniel en héros de la République, alors qu'à l'époque les meurtres avaient été qualifiés par le gouvernement de faits divers illustrant les déboires des agriculteurEs. Parmi les agentEs désormais, la conviction que l'inspection du travail ne tient que grâce à elleux-mêmes et que rien n'est à attendre de la hiérarchie est bien ancrée : l'enjeu dans les prochains jours sera de consolider ce rapport de forces, avec en perspective la journée de grève du 1<sup>er</sup> octobre, pour faire reculer une politique désastreuse déjà battue dans les urnes en juillet dernier.

Julien Dumans



# Culture

## ROMAN *La mémoire délavée, de Nathacha Appanah*

Éditions Mercure de France, 2023, 160 pages, 17,50 euros.

Ce fut un des très bons moments des élections législatives à Carcassonne ! Par hasard, la veille du premier tour — jour de non-campagne — nous avons assisté, dans une librairie de la ville, à la présentation de ce livre en présence de l'autrice. L'échange avait commencé par une lecture de plusieurs extraits par deux artistes femmes. Ce fut une très belle entrée, poétique et émouvante.



L'écrivaine (déjà plusieurs romans à son actif) raconte l'oppression d'un peuple à travers la vie de ses ancêtres. C'est l'histoire de pauvres en Inde à la fin du 19<sup>e</sup> siècle qui quittent leur village, leurs familles, leurs vies, pour migrer vers l'île Maurice. Une déportation « volontaire » mise en œuvre après l'abolition de l'esclavage et de la traite des Noirs.

Environ 1,5 million de personnes sont ainsi déplacées entre 1834 et 1920. Nommées « les engagées » pour tenter de vivre ailleurs, d'avoir un travail et une maison, pour sortir de la misère. Derrière l'illusion et les mensonges des colons, il y a l'exploitation dans les champs de cannes à sucre. L'autrice dénonce ainsi le colonialisme et le racisme, l'exploitation d'un peuple, dans un court récit très fort. C'est aussi un bel hommage très touchant à ces aïeux et ses grands-parents.

Quelques mots de Nathacha Appanah : « *Tant qu'il y aura des mers, tant qu'il y aura de la misère, tant qu'il y aura des dominants et des dominés, j'ai l'impression qu'il y aura toujours des bateaux pour transporter les hommes qui rêvent d'un horizon meilleur* ».

Philippe Poutou

## ESSAI *Brève histoire du néolibéralisme, de David Harvey*

Éditions Amsterdam, livre de poche 2024, 416 pages, 13 euros.

Il faut féliciter les éditions Amsterdam pour leur réédition de cet ouvrage de David Harvey initialement paru en 2005. L'auteur est un géographe et économiste marxiste dont *l'Anticapitaliste la Revue* a déjà traité<sup>1</sup>. Harvey résume ainsi l'objet de ce livre : fournir une « *histoire politico-économique des origines du néolibéralisme et de sa prolifération généralisée sur la scène mondiale* ».

### L'avènement du néolibéralisme

Avant la déferlante néolibérale, fonctionnait ce que l'auteur qualifie de « *libéralisme intégré* » basé sur un « *compromis de classe* » entre le capital et le travail. À la fin des années 1960, le modèle commença à s'effondrer tant au niveau national qu'à l'échelle internationale. Ce fut donc l'heure du néolibéralisme dont les pères fondateurs avaient brandi l'idéal de liberté individuelle. Sous cet habillage, le projet politique du néolibéralisme était en fait le rétablissement des conditions d'accumulation du capital et la restauration du pouvoir des élites économiques.

### À lire sur le site

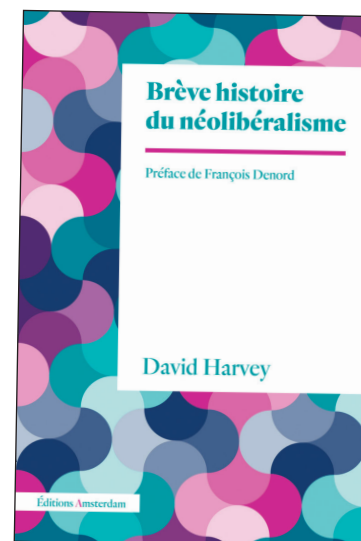


ESSAI *Gender Tech. Ce que la technologie fait au corps des femmes, de Laura Tripaldi*

Le rôle de l'État dans la théorie néolibérale est relativement simple : garantir le fonctionnement du marché. Pour se protéger des menaces que les processus électoraux pourraient faire peser sur la stabilité du marché, les gouvernements néolibéraux donnent des pouvoirs à des institutions « indépendantes », comme les banques centrales, les cours de justice. En fait, malgré son discours, l'État néolibéral se méfie de la démocratie, et ses résultats économiques et sociaux sont en décalage par rapport à ses proclamations. Tandis que, aussi bien les États nationaux que les institutions internationales comme le FMI, tous font des entorses aux principes pour sauver des institutions financières qui se sont mises elles-mêmes en difficulté.

### Nationalisme et méthodes policières

Harvey souligne que l'État néolibéral est instable. Pour faire face aux mécontentements, l'autoritarisme et les méthodes policières se renforcent tandis que l'État néolibéral en appelle de plus en plus au nationalisme face aux désordres internes et à la compétition internationale. Harvey souligne que les contradictions du néolibéralisme peuvent être porteuses de dérives encore plus dangereuses, centrées sur les valeurs morales, le racisme, etc. Dans un chapitre intitulé « *Le néolibéralisme en procès* »,



Harvey revient sur les résultats de la néolibéralisation. Il souligne leurs limites : les politiques néolibérales n'ont pas réussi à impulser une nouvelle phase de croissance mondiale. L'Asie de l'Est (avec la Chine) et l'Inde semblent infirmer ce diagnostic mais il s'agit d'États poursuivant des politiques spécifiques et non alignées sur le « consensus de Washington ». Le seul succès du néolibéralisme est en fait le contrôle de l'inflation.

### Mouvements contestataires

Harvey conclut son livre en évoquant les crises dont est porteur le néolibéralisme. Des crises financières violentes sont inévitables. Par ailleurs, la néolibéralisation génère de nombreux mouvements contestataires dont une grande partie se distingue

des mouvements à base ouvrière autrefois dominants. Ce qui ne signifie pas, souligne Harvey, la mort des mouvements ouvriers, ni dans les vieux pays industriels ni dans les nouveaux. Ces nouveaux mouvements, enracinés dans le quotidien et le local, ont certes produit ou favorisé la production d'une pléthore d'idées alternatives mais ont, souligne l'auteur, souvent du mal à aller au-delà de la question sur laquelle chacun d'entre eux s'est constitué pour appréhender la nature de classe des politiques auxquelles ils se heurtent. Certaines obscurités ou confusions ne réduisent pas l'intérêt d'un livre extrêmement utile pour comprendre le néolibéralisme dans sa globalité.

Henri Wilno

1 – Voir « Petite invitation au marxisme de David Harvey », de Thierry Labica, *Revue L'Anticapitaliste* n° 146 (mai 2023), <https://lanticapitaliste.org/actualite/histoire/petite-invitation-au-marxisme-de-david-harvey>

## Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12<sup>e</sup>, M° Daumesnil

★ la-breche.com 01 49 28 52 44 contact@la-breche.com

# Vie du NPA l'Anticapitaliste

## SOUSCRIPTION Un seul lieu... pour continuer le combat!

Ça y est! La souscription pour un local pour le NPA-l'Anticapitaliste est lancée! Ce n'est pas une souscription comme les autres. Avec un objectif de 800 000 euros, elle est la plus ambitieuse de notre histoire. L'objectif est de nous projeter sur le long terme en vendant notre local parisien pour acheter et rénover notre local historique de Montreuil. Celui-ci abrite depuis les années 1970 l'imprimerie Rotographie qui sortait chaque jour, puis chaque semaine Rouge, et aujourd'hui l'Anticapitaliste.

Aujourd'hui, nos moyens d'expression sont beaucoup plus variés : presse papier, vidéos, site. Nous avons besoin d'un studio. Nous voulons non seulement exprimer nos idées mais aussi être organisés pour faire des propositions et les mettre en pratique.

### Rassembler nos activités

Pour faire tout cela, notre bâtiment historique à Montreuil est adapté. Il doit être transformé en un lieu qui peut abriter toutes nos activités, y compris notre librairie qui est aussi un de nos moyens d'expression qui permet de proposer, voire d'éditer des ouvrages de notre courant et de ceux avec qui on est en dialogue. Ce sera également un lieu où nous pourrions proposer à la

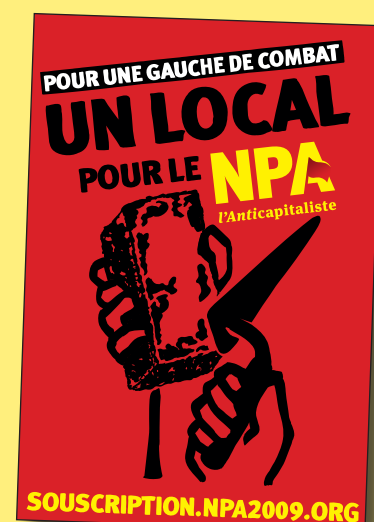
IV<sup>e</sup> Internationale d'avoir ses bureaux en France, comme c'est le cas depuis 30 ans. Nos camarades jeunes qui sont en pleine reconstruction pourraient également s'y réunir et s'organiser. Enfin, bien sûr, nos camarades de la région parisienne pourraient également se réunir et préparer leurs actions. Pour pouvoir faire tout cela, il faut une vraie transformation du bâtiment, avec les nouvelles technologies ; l'imprimerie, qui est aussi une de nos activités, voit et verra encore dans l'avenir ses machines prendre beaucoup moins de place. Ce qui nous permet d'envisager de regrouper toutes nos activités dans un seul lieu, dont nous souhaitons devenir propriétaire pour garantir notre autonomie.

### Le soutien de toutes et tous

Ne touchant aucune aide publique, le NPA ne peut vivre que des dons et cotisations des personnes physiques et le plafond est de 7 500 euros annuel par personne. Malgré la réduction fiscale, très peu de gens peuvent verser une telle somme... en tout cas parmi ceux qui versent au NPA habituellement. Cela veut donc dire qu'il nous faudra beaucoup de dons pour atteindre notre objectif. Nous aurons donc besoin du soutien de tout notre milieu. D'abord le milieu proche et personnel : famille, amis, collègues. Ensuite tous nos sympathisantEs, localement ou partout en France sur les réseaux sociaux. Enfin tous les ancienEs de notre courant, qui ont milité à la LCR ou

au NPA et qui nous soutiennent encore.

Le NPA a développé une orientation unique dans le paysage de la gauche révolutionnaire : contre le campisme qui mine la gauche sur le soutien à la résistance du peuple ukrainien ; pour l'écosocialisme qui s'est traduit par sa présence à la manifestation de Sainte-Soline contre les mégabassines ; contre l'instrumentalisation de l'antisémitisme pour bâillonner le soutien au peuple palestinien victime de génocide ; pour le front unique dans la rue et dans les urnes, que ce soit l'année dernière dans la lutte contre la réforme des retraites ou en juin dernier lors des législatives en construisant le NFP. À la fois unitaire et radical!



Nos comités sont mobilisés, nous le savons, pour la réussite de cette souscription. Faire un don n'est pas une adhésion à tout ce que le NPA dit et fait. Cela peut être un geste démocratique vis-à-vis d'un courant certes petit mais très ancien et influent. Nous comptons sur vous!

Commission souscription



# COLONIALISME « On a deux ans devant nous pour expliquer au monde entier les crimes de l'agent orange »

**Entretien.** *Tran To Nga, qui mène un long combat pour que soit reconnue la responsabilité de 14 industriels de l'agrochimie dans l'épandage du défoliant connu sous le nom d'agent orange et qui a fait 3 à 5 millions de morts en Asie du Sud-Est, était présente à la fête de l'Humanité, les 13-14-15 septembre.*

**Tu mènes ce combat de sensibilisation depuis plusieurs années. En 2014, tu as intenté un procès et tu as commencé les démarches juridiques. Comment as-tu conçu ton combat depuis toutes ces années ?**

En vérité, j'ai commencé en 2009. Après, il y a eu beaucoup de problèmes de décisions du gouvernement français. Et au Vietnam aussi. C'est pour ça que j'ai commencé à envoyer l'assignation à 26 firmes. Ils n'ont répondu qu'un an après. C'est pour cette raison que la première audience était seulement en 2014. Les parties américaines — la partie adverse — ont demandé d'annuler ce procès. Cela s'est passé ainsi pendant les 19 audiences jusqu'à ce qu'une des firmes propose une négociation pour arrêter. On a dit non. Et c'est ainsi qu'après la 19<sup>e</sup> audience de mise en état, on est arrivés à l'audience de plaidoirie le 15 janvier 2021. Et le 11 mai 2021, le tribunal de grande instance d'Évry a décidé que ma plainte était irrecevable. Pendant ces presque sept ans, on a continué la bataille. Je suis devenue de plus en plus forte. Je suis entourée de plus en plus. Et la frontière de ce combat s'est élargie. On a été reconnu aussi en Suisse, même aux Amériques. Et ce qui est très bien, c'est qu'au fur et à mesure des années, il y a le collectif Vietnam Dioxine qui s'est regroupé. Et c'est comme ça que s'est formée « ma jeune armée ». Je suis devenue encore plus forte.

Le 22 août 2024, la cour d'appel de Paris, encore une fois, m'a débouté. Pire, le tribunal m'oblige à payer une amende à la partie adverse. Et cette injustice, encore une fois, a soulevé la colère publique. Donc déboutée, mais ça m'a renforcée encore. Je suis devenue plus forte avec toutes celles et ceux qui m'entourent, avec « ma jeune armée ».

**La décision de la cour d'appel de Paris du 22 août 2024 qui juge ta demande irrecevable, comment l'interprètes-tu ?**

Je crois que c'est une décision irraisonnable, injuste. Et puis irrespectueuse aussi. Selon la loi, le tribunal ne devrait pas profiter de l'immunité judiciaire. Mais la cour de Paris, comme le tribunal d'Évry, se sont aussi réfugiés derrière une loi très ancienne, vieille de 50, 60 ans.

**La décision de la cour d'appel de Paris du 22 août 2024 est irraisonnable et injuste**

## Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)



Tran To Nga, avec Olivier Besancenot et Philippe Poutou. PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

J'avais espéré quand même que les juges de la Cour seraient plus justes. Je m'attendais à un autre verdict. William Bourdon, mon avocat, a dit que mon procès est un procès unique, historique, mais politique aussi. Et quand la politique joue dans notre combat, on peut s'attendre à tout. La Cour de Paris, qui devrait être du côté de la justice, a donné un verdict injuste. Mais je ne me sens pas découragée, parce que j'ai vu qu'après ce verdict, je suis encore bien soutenue. Le comité de soutien aussi, a pris une bonne décision, celle d'avancer, même si on a un espoir de 1% de chance pour gagner, on y va. Et je pense que notre devoir maintenant, ce n'est pas d'attendre le verdict en cassation. On pourrait avoir une justice, on pourrait avoir encore une injustice, ce n'est pas grave. On a encore deux ans devant nous pour parler, pour expliquer au monde entier les crimes de l'agent orange. Et il y a autre chose : notre combat est la base — je le pense avec modestie — c'est la base des autres batailles, des autres combats pour l'environnement, contre les projets écicides, contre le chlordécone. C'est pour ça que j'ai toujours dit : on est à côté de vous, on est avec vous. Je suis de tout cœur avec eux. Je suis à côté, mais je ne rentre pas dans leur combat parce que j'ai un combat. Mais c'est ce combat qui renforce les autres dans leur combat.

**Comment est-ce que tu envisages la poursuite du combat ? Comment te sens-tu pour la suite des événements ?**

Je me fais un peu de souci parce que William me dit qu'il est déçu.



C'est normal qu'il le soit. Après il a dit qu'il va se battre jusqu'à son dernier souffle. Mais c'est la décision du comité et tout le travail du collectif, des jeunes qui sont formidables. Ils ont bien travaillé. Je me sens toute confiante, moi. Je suis aussi déterminée malgré mon âge [83 ans]. Je ne suis pas triste du tout. Il faut aussi reconnaître que pendant les trois journées de la fête de l'Huma, nous avons fait un beau, très beau travail, des belles rencontres. Et ça aussi, c'est grâce aux jeunes des collectifs, Je leur suis très reconnaissante. Je prépare une rencontre avec les jeunes. Je les aime beaucoup. Je serai très heureuse qu'ils viennent ici dans mon petit appartement comme avant. C'est comme ça qu'on se rend notre gratitude et qu'on se donne encore du courage, de la détermination pour avancer. C'est juste que moi, je peux partir d'un moment à l'autre. Je ne suis pas pessimiste. Il faut regarder en face la vérité. Je crois que même si je disparaissais, les jeunes continueront notre bataille. Notre bataille, ce n'est pas d'attendre le verdict en cassation. Le jugement peut être cassé, le dossier peut retourner

**Le plus important, c'est de crier haut et fort pour que le monde refuse les guerres**

à Évry pour la forme, etc. Pour moi, ce n'est plus grave. Le plus important, c'est de crier haut et fort comme on l'a fait pour que le monde refuse les guerres, pour renforcer aussi le combat. C'est notre mission, notre devoir devant l'humanité, je pense.

**Est-ce que tu peux nous rappeler ta devise ?**

Ma devise, c'est : patience, courage, espoir quand même. Et après, c'est détermination.

**Propos recueillis par Amel**

### POUR JOINDRE LE COLLECTIF VIETNAM DIOXINE

Instagram : [collectifvietnamdioxine](https://www.instagram.com/collectifvietnamdioxine)

X : [VietnamDioxine](https://twitter.com/VietnamDioxine)

FB : [Collectif Vietnam-Dioxine](https://www.facebook.com/CollectifVietnam-Dioxine)

<https://linktr.ee/CollectifVietnamDioxine>

## Suis-nous

[linktr.ee/lanticapitaliste](https://linktr.ee/lanticapitaliste)

[lanticapitaliste.org](https://lanticapitaliste.org)

[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UCNPALanticapitaliste)

[lanticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)

[Lanticapitalis1](https://www.tiktok.com/@Lanticapitalis1)

[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)

[lanticapitaliste](https://www.linkedin.com/company/lanticapitaliste)



## Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

## Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

**12 € = 3 mois d'hebdo**

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

**l'Anticapitaliste**  
la revue

Le n°158 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



## Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

## Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

## L'image de la semaine

